



RENDU EXECUTOIRE LE

01 SEP. 2022

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 10/08/2022

Reçu en préfecture le 10/08/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220810-22_A_PMI_0017-AR

**DIRECTION DE L'ENFANCE
ET DE LA FAMILLE**

**SERVICE DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE**
Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIERE
Réf: BB/GR

ARRETE N°2022-A-DGAS-DEF-PMI-0017

du 10 AOUT 2022

Portant modification de l'arrêté N°2022-A-DGAS-DEF-PMI-0006 du 7 juin 2022 relatif au fonctionnement de la micro-crèche PAJE d'enfants de moins de 6 ans, « O CHAT'MALO » située :

**35 Rue Joseph CUGNOT
CHATELLERAULT (86100)**

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-9,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L.2324-1 et suivants et R.2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant,

VU l'arrêté N°2022-A-DGAS-DEF-PMI-0006 du 7 juin 2022 relatif à l'ouverture et au fonctionnement d'une micro-crèche PAJE d'enfants de moins de 6 ans, « O CHAT'MALO » à Châtellerault,

CONSIDERANT la demande reçue le 08 08 2022 de Madame Aurélie DUPUICH, gérante de l'établissement sollicitant l'autorisation du Président du Conseil Départemental pour la modification des horaires de fonctionnement de la micro-crèche PAJE « O CHAT'MALO » à Châtellerault,

CONSIDERANT l'avis favorable d'ouverture de la Mairie de Châtellerault le 24 mai 2022,

CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui relève des compétences de la commission de sécurité,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

Article 1^{er} :

Autorise la gérante de l'établissement à étendre l'amplitude horaire d'une micro-crèche PAJE « O CHAT'MALO », située 35 rue Joseph CUGNOT (86100) à compter du 1^{er} septembre 2022

Article 2 :

L'établissement est ouvert du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30.

Article 3 :

Les autres modalités de l'arrêté N°2022-A-DGAS-DEF-PMI-0006 du 7 juin 2022 restent inchangées.

Article 4 :

Le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 5 :

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, la Gérante de l'établissement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et/ou affichés. Il sera également notifié au gestionnaire de l'établissement.

Fait à Poitiers, le 10 AOUT 2022

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,



Le président délégué
Guillaume DE RUSSE